

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 21/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE

47 avenue d'Orléans

CS 70841

28008 CHARTRES

Références : VAT20220714
Code AIOT : 0010000466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2022 dans l'établissement ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE implanté 6 bis, rue Edmond Poillot 28000 CHARTRES. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE
- 6 bis, rue Edmond Poillot 28000 CHARTRES
- Code AIOT : 0010000466
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site réalise des traitements de surfaces pour des pièces de travail mécanique des métaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de la visite d'inspection du 01/09/2021,
- La situation administrative,
- La défense incendie,
- Les rejets atmosphériques,
- Les installations de traitement de surfaces.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1 VI01/09/2021	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 27	NC1 VI01/09/2021	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.2.4	/	Sans objet
10	ISOLEMENT DU SITE	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.1.3.2	/	Sans objet
11	Définition des moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.7.1.1.	/	Sans objet
14	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.7.2.1.	/	Sans objet
18	VLE Air	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1.5.1.	/	Sans objet
20	CONCEPTION DES BATIMENTS ET LOCAUX	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.2.2	/	Sans objet
23	Valeurs limites d'émission (COV)	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.1.2	/	Sans objet
25	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	NC2 VI01/09/2021	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42	NC2 VI01/09/2021	Sans objet
3	D1VI01/09/2021	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	D1VI01/09/2021	Sans objet
4	D2 VI01/09/2021	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	D2 VI01/09/2021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	D3 VI01/09/2021	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.2.1	D3 VI01/09/2021	Sans objet
6	R1VI01/09/2021	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	R1VI01/09/2021	Sans objet
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 1.2.2	/	Sans objet
8	Rétentions, régulation thermique et épuration.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
12	Réserves de sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.71.2.	/	Sans objet
13	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.71.3.	/	Sans objet
15	Opérations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1	/	Sans objet
16	PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1.1	/	Sans objet
17	PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1.5	/	Sans objet
19	Autosurveillance AIR	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1.5.2.	/	Sans objet
21	CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.2.2.1	/	Sans objet
22	UNITE DE VERNISSAGE / DEVERNISSAGE	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
24	Valeurs limites d'émission (COV)	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.1.2	/	Sans objet
26	Surveillance COV	Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.2.2	/	Sans objet
27	[GEREP]-Déclaration déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet
28	[GEREP]-Site internet	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6	/	Sans objet
29	[GEREP]-Délai de déclaration	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : NC1 VI01/09/2021
Prescription contrôlée : [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : La numérotation des cuves sur le plan et sur le site ne correspondent pas.
Observations : NC1 VI01/09/2021 : Le plan du site et des réseaux ne sont pas à jour : l'ensemble des rétentions et des conduits de déversement n'apparaissent pas et la numérotation des cuves de la nouvelle ligne de traitement de surface ne correspondent pas. Réponse de l'exploitant du 15/11/2021 : "Mise à jour totale des plans + Numérotation des cuves et rétentions à indiquer : Fait le 30/10/2021). Constat au 14/11/2022 : Le plan des réseaux a été présenté, il fait apparaître la canalisation de déversement des deux cuves "bains nickel n°121 et n°122" vers la cuve de la cave. Un autre plan fait apparaître en orange les rétentions qui ont été créées (dont celle des deux cuves nickel B63 et B64). Sur site, l'inspecteur a constaté que l'identifiant des cuves ne correspond pas à celui indiqué sur le plan.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : NC2 VI01/09/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : NC2 VI01/09/2021
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant conserve pendant 5 ans l'attestation prévue à l'article D. 543-284 de ce même code ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets. Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : NC2 VI01/09/2021 : L'exploitant ne dispose pas du deuxième volet du BSD n°65883/1 du 28/06/21 relatif à l'enlèvement de la cuve de déchets basique et de la cuve Delphy 2. Réponse de l'exploitant du 5/11/2021 : "Se procurer le dernier volet du BSD n°65883/1 via notre prestataire déchets. Réclamation effectuée le 23/09/2021 pour avoir le deuxième volet. —> Fait. Voir réponse du prestataire déchet ci-dessous : « Concernant le retour de BSD avec présence de l'annexe 2, Conformément a notre Arrêté préfectoral N° 10 DAIDD 1 IC 015, et plus particulièrement selon la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées et le paragraphe 13.2.2, tous déchets regroupés sur la plate-forme de SMAB faisant l'objet d'une opération de pré-traitement (broyage, compactage, neutralisation des corrosifs, décantation, empâttement..... au sein de l'établissement : la provenance des déchets n'étant plus identifiable, le BSD émis par le producteur et validé par SMAB fait office de bordereau final » Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a consulté le mél du prestataire en date du 28/09/2021 (SMAB) qui indique ce point. L'arrêté préfectoral cité autorise la rupture de traçabilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : D1VI01/09/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : D1VI01/09/2021
Prescription contrôlée : [...]II. Cuves et chaînes de traitement Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : D1VI01/09/2021 : Il conviendrait de s'assurer que les 3 bacs d'accrochage soient positionnés au centre de la rétention (rétention légèrement en limite des cuves). Réponse de l'exploitant (5/11/2021) : Intervention de la maintenance afin de modifier le positionnement des bacs de rétention ->FAIT le 04/10/2021. Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a constaté la mise en place d'une "jupe" le long des 2 bacs extérieurs ce qui permet, en cas de fuite par le fond sur ces bacs, de contenir le liquide dans la rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : D2 VI01/09/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : D2 VI01/09/2021
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : D2 VI01/09/2021 : Préciser pour chaque exutoire, si des COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F, H341 ou H351, en particulier le dichlorométhane, sont susceptibles d'être émis. Réponse de l'exploitant le 5/11/2021 : le tableau de synthèse a été fait. Constat au 14/11/2022 : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse des points de rejets atmosphériques, indiquant les produits susceptibles d'être rejetés. Aucun conduit n'est susceptible de rejeter des COV à mention de dangers H340, H350, H350i, H360D, H360F, H341 ou H351. Le dichlorométhane n'est plus utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : D3 VI01/09/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : D3 VI01/09/2021
Prescription contrôlée : Lorsque la consommation de solvant de l'installation est supérieure à 1 tonne par an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvants (factures, nom des fournisseurs,...).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : D3 VI01/09/2021 : Expliquer les flux d'heptane au regard de la consommation de cette substance : "le PGS met en évidence une incohérence : 93 kg d'heptane auraient été consommés (bilan des stocks entrant et sortant) et environ 302 kg d'heptane auraient été émis (émissions canalisées)." Réponse de l'exploitant 5/11/2021 : Évaluer le nombre d'heure d'utilisation sur l'année en fonction des ordres de fabrication (OF). Le 5/11/2021 : mise à jour du PGS en fonction des heures d'utilisation de l'aspiration faite. État clôturé. Constat le 14/11/22 : L'exploitant a présenté le PGS de l'année 2021. L'exploitant a précisé que la hotte finition recueillait à la fois des émissions d'heptane et d'acétone, ce qui ne permet pas de discriminer les émissions de ces produits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : R1VI01/09/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Point de contrôle déjà contrôlé : R1VI01/09/2021
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : R1VI01/09/2021 : Il appartient à l'exploitant de justifier des substances susceptibles d'être émises au niveau de chaque installation et donc des contrôles à réaliser. Réponse de l'exploitant 5/11/2021 : Faire la synthèse de l'ensemble des aspirations et des produits émis. Le 5/11/2021 : Le tableau de synthèse a été fait. État clôturé. Constat le 14/11/2022 : Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé en juin 2022 porte sur les substances de l'arrêté préfectoral et aussi sur les substances de l'arrêté ministériel du 9/4/2019 - rejets dégraissage grands bains, rejets dégraissage petits bains, par exemple.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT : 2565-2-a (Traitement de surfaces) Régime E : Dégraissage : 3920 litres - Diamantage : 9600 litres - Dégraissage post diamantage : 2500 litres soit un volume total de 17420 litres. 2560 - 2 (Travail mécanique des métaux) - D - 230 kW 2564-2 : Nettoyage, dégraissage de surfaces, dégraissage (métaux, matières plastiques, etc..) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques : Régime D : Volume total égal à 380 litres (Acétone 60 l, DCM : 320 l). 1180-1 : classé à D dans l'arrêté préfectoral : 1 transformateur contenant 810 kg de pyralène (rubrique supprimée). 2920-2 : classé à D dans l'arrêté préfectoral : 72 kW (non classé depuis le changement de la nomenclature)
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat le 14/11/2022 : L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu de modification des installations. Il a également précisé que les activités des deux sites Rue Edmond Poillot et Avenue d'Orléans seront transférées sur un site nouvellement créé à Gellainville, d'ici 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rétentions, régulation thermique et épuration.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffe bains
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les capacités de rétention sont conçues [...] pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p> <p>Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement.</p> <p>Les capacités de rétention sont vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.</p> <p>[...]</p> <p>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</p> <p>Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.</p> <p>[...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat le 14/11/2022 : <p>Lors de la visite sur site, l'inspecteur a constaté la présence de rétentions sous les bains (mentions ci-après non exhaustives), l'exploitant a expliqué les rétentions qu'il a ajoutées en 2020-2021, plan à l'appui.</p> <p>Il y a quelques dépôts de produits liquides (fûts), ceux-ci sont placés sur rétention.</p> <p>La cave forme une rétention, un revêtement étanche y a été appliqué au sol et aux murs sur une hauteur de 80 cm. Il y a deux capteurs de liquide placés sur le sol de la cave. L'exploitant a expliqué que si ceux-ci sont activés, l'alimentation électrique se coupe dans la cave.</p> <p>Sur la chaîne de dégraissage après préparation, les rétentions sont séparées bases/acides.</p> <p>La chaîne de diamantage est sur rétention, des détecteurs en point bas sont présents.</p> <p>La chaîne de sertissage électrolytique a fait l'objet d'une augmentation de rétention sur caillebotis, en lien avec la rétention existante.</p> <p>L'inspecteur n'a pas constaté la présence de rétentions remplies de liquides.</p> <p>L'exploitant a expliqué et montré à l'inspecteur que des cuves mobiles ont été immobilisées et placées sur rétention.</p> <p>Les 3 bains d'accrochage sont sur rétention, il y a un détecteur de niveau dans la rétention.</p> <p>Les petits bacs de nettoyage sont sur rétention avec capteur de niveau bas.</p> <p>Il y a 4 grosses cuves de "sulfate nickel", positionnées deux par deux. Une paire d'entre elles est</p>

positionnée sur une rétention, l'autre paire est sur rétention mais celle-ci était insuffisante, une canalisation relie cette rétention à la cuve de la cave dédiée.
Un test de niveau bas de la rétention de la chaîne de dédiamantage a été réalisé, il est concluant (alarme sonore et visuelle).
L'exploitant a retiré les cannes de niveau des 3 cuves de la chaîne de dédiamantage, l'armoire électrique de chacune s'est éteinte et l'exploitant a dû les réacquitter.
L'exploitant a indiqué que ces tests sont faits régulièrement sans enregistrer ces actions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Electrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défektivité relevée dans les délais les plus brefs.[...]Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
Constats : Deux équipements sont en mauvais état : un répartiteur sur le TGBT et un disjoncteur sur le TGBT sécurisé.
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a consulté le document Q18 établi par la société APAVE (Réf : 918010.02.60.22.E.001.EQ18.001) le 20/05/2022 suite à la visite du 20/05/2022. Ce document indique que : - La vérification a consisté en une vérification partielle ne prenant pas en compte les installations désignées ci-dessous : "Pour des raisons d'exploitation et à la demande de M. LEGROUX (chef d'équipe maintenance) les essais des dispositifs différentiels résiduels, l'examen des installations haute tension, la mesure de la prise de terre en barrette ouverte et la vérification des installations d'éclairage de sécurité seront effectués à une date ultérieure. (Voir rapport "coupure")." - l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. - la précédente visite a eu lieu le 21/05/2021. L'exploitant a indiqué que les installations non contrôlées le 20/05/2022 ont été contrôlées le 17/08/2022 par l'APAVE (TGBT). L'inspecteur a consulté le rapport de cette intervention (918010.02.60.22.E.001.ELAR.003). Ce document indique que : - les essais des dispositifs différentiels résiduels ont été réalisés, - la mesure des prises de terre a été réalisée (Masses HT, BT et neutre BT), "ensemble interconnecté" : 1 Ohm, - la vérification des installations d'éclairage de sécurité a été réalisée (100 BAES). Le rapport ne montre pas clairement que les installations haute tension ont été vérifiées et relève deux équipements en mauvais état (un répartiteur sur le TGBT et un disjoncteur sur le TGBT sécurisé).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : ISOLEMENT DU SITE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, ISOLEMENT DU SITE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Absence de consigne et de procédure d'entretien des dispositifs d'isolement du site en cas de pollution accidentelle.
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a constaté la présence de deux vannes de fermeture des canalisations d'eaux pluviales. Un test a été fait, il est concluant (l'inspecteur a demandé à ce que l'exploitant débute la manipulation des vannes sans aller jusqu'à la fermeture complète). Les vannes sont signalées. Absence de consigne et de procédure d'entretien des dispositifs d'isolement du site en cas de pollution accidentelle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Définition des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.7.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Définition des moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.
Constats : Les RIA ne portent pas la marque de la vérification opérée le 14 janvier 2022. L'accès au RIA et à des extincteurs est rendu difficile par des déchets dans la zone tampon "déchets".
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a consulté le rapport d'intervention de la société Chubb/SICLI du 12 janvier 2021 pour le contrôle des extincteurs. Ce dernier fait état de "67 appareils signalés en bon état ou fonctionnel" et 1 appareil présentant des défauts. Le registre de sécurité porte la mention du contrôle et aussi le remplacement de 1 extincteur (n°20) le 25/02/2022 et le remplacement de 1 extincteur le 6/5/2022 (n°46). Par sondage l'inspecteur a vérifié l'affichage d'extincteurs, ils portent la marque de la vérification. Les 12 RIA ont été vérifiés par la société CHUB SICLI le 14 janvier 2022 , mais ils ne portent pas la date. Le relevé d'intervention est noté sur le registre de sécurité. Le rapport indique que ces équipements sont en bon état de fonctionnement. L'accès au RIA et à des extincteurs est rendu difficile par des déchets dans la zone tampon "déchets".
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Réserves de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.71.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation...
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a constaté sur site la présence de bacs jaune contenant des produits absorbants (à l'entrée du bâtiment, dans la cave notamment). Celui situé à côté de la zone tampon déchets n'est pas étiqueté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.71.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En toutes circonstances le débit de 60 m ³ /h sous 1 bar doit pouvoir être assuré. La défense extérieure contre l'incendie doit être assurée : - en priorité, par un poteau d'incendie de 100 mm normalisé (NFS 61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit de 1 000 litres / minute, sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200) et placé au niveau de la façade Est du bâtiment (aires de stockage extérieur) ; - ou, en cas d'impossibilité, par une réserve d'eau de 120 m ³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/1951 en s'assurant notamment : a) que la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m ² (8 m x 4 m) afin de s'assurer la mise en œuvre aisée des engins de sapeurs pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme devra être assuré par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu. b) que ce point d'eau soit accessible en toute circonstance clôturé et muni d'un portillon d'accès. c) qu'il soit signalé et curé périodiquement. d) que la hauteur d'aspiration soit inférieure à 6 mètres. e) que le volume d'eau contenu dans cette réserve soit constant en toute saison.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a consulté le rapport de contrôle du poteau incendie : Date de réalisation du contrôle : 11/05/2022 Organisme vérificateur : CHUBB/SICLI Le poteau incendie est noté en bon état de fonctionnement et dispose d'un débit sous 1 bar de 152 m ³ /h. L'inspecteur a constaté visuellement que ce poteau est en bon état (pas de trace de dégradation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.7.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : Les consignes d'intervention en cas d'incendie ne sont pas complètes.
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'exploitant a indiqué que 2 tests d'évacuation sont réalisés par an. Il a présenté la procédure d'intervention, celle-ci n'est pas complète. La listes des 5 équipiers de première intervention est affichée dans les locaux, avec la photo des personnes (2 personnes de la maintenance et 3 opérateurs). Ils sont présents de 8h à 16h. Le plan d'évacuation est affiché dans les locaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Opérations de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Opérations de traitement de surfaces
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations de traitement de surface visées ici sont le dégraissage, le diamantage, le dégraissage post-diamantage et le dédiamantage.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a constaté que ces opérations sont réalisées sur site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de rinçage des sols et d'une manière générale les eaux usées constituent des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies à l'article 3.8 du présent arrêté.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 14/11/2022 : Ces composés sont collectés dans deux cuves dédiées à cet effet, situées dans une zone en sous-sol sur rétention (qui abritait l'ancienne station de détoxification des effluents).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées, au moyen des meilleures technologies disponibles, avant rejet à l'atmosphère. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz où vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a constaté, par sondage, la présence de hottes aspirantes sur les bacs de vernissage-préparation, sur les hottes de dégraissage des pièces. Les bains de la chaîne de dégraissage après préparation des pièces font l'objet d'une aspiration. Les vapeurs acides et basiques sont réunies dans un même exutoire, la canalisation commune est estampillée "acide" car selon l'exploitant il y a plus de vapeurs acides. Les cuves de dédiamantage sont capotées et l'aspiration se déclenche quand le couvercle est relevé (test fait par l'exploitant sur la cuve B108). Les espaces de travail de finition qui comportent 3 bains (acétone, heptane) font l'objet d'une ventilation forcée déclenchée par un interrupteur. Les bains de la grande chaîne de dégraissage font l'objet d'une aspiration, les canalisations sont étiquetées (mention de dangers CLP, groupe acide, symbole rouge).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, VLE Air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents ainsi aspirés doivent être épurés, le cas échéant, au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc.) pour satisfaire aux exigences des valeurs limites fixées ci-dessous. La teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :</p> <p>Acidité totale exprimée en H+ : 0,5 mg/Nm3 Alcalins, exprimés en OH- : 10 mg/Nm3</p> <p>Les débits d'aspiration des installations sont les suivants : Dégraissage : 1600 Nm3/h Diamantage : 1200 Nm3/h Dégraissage post diamantage : 1700 Nm3/h</p>
<p>Constats : L'exploitant comparera les concentrations mesurées dans les rejets de l'installation "Outil coupant brasage" avec les valeurs limites d'émission de l'article 6.2 de l'arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560.</p> <p>Par rapport à la liste des exutoires réalisée par l'exploitant, les exutoires suivants semblent ne pas avoir fait l'objet d'une mesure : - Rejets sérigraphie nettoyage diamant - Rejets Erosion Enfonçage</p> <p>L'exploitant précisera à quel(s) exutoire(s) sont raccordées les installations de diamantage.</p>
<p>Observations : Constat au 14/11/2022 :</p> <p>L'inspecteur a consulté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé par DEKRA du 07/06/2022 au 10/06/2022 (N°D85476832201R002).</p> <p>Le contrôle a porté sur les rejets des installations suivantes : - Chaîne de dégraissage petits bains - Hotte aspirante electro dédiamantage - Outil coupants brasage - Rejet dédiamantage - Rejet dégraissage grands bains - Rejet nickel chimique</p> <p>Les rejets sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 20/07/2005 et aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 pour les installations ayant fait l'objet d'analyses sur un spectre plus étendu (dégraissage grands bains et petits bains notamment).</p> <p>Les analyses sur les rejets de métaux sur les rejets (outils coupants brasage) ont été réalisées mais ne permettent pas d'établir la conformité vis à vis de l'Arrêté du 27/07/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 (article 6.2) même si les rejets en poussières (0,68 mg/Nm3) sont largement inférieurs à la valeur limite d'émission (150 mg/Nm3), le bureau d'études ne retenant pas de VLE pour les paramètres liés à ces rejets.</p>

<p>Par rapport à la liste des exutoires réalisée par l'exploitant, les exutoires suivants semblent ne pas avoir fait l'objet d'une mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rejets sérigraphie nettoyage diamant - Rejets Erosion Enfonçage <p>Par ailleurs, les installations de diamantage font l'objet d'une aspiration, l'exploitant précisera à quel(s) exutoire(s) elles sont raccordées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Autosurveillance AIR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.1.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance AIR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant. Elle porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles {niveau d'eau...} ; - le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. <p>Ce type de contrôle doit être réalisé au moins une fois par an.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces et de travail mécanique des métaux réalisé en juin 2022, ainsi que le rapport de contrôle des émissions de COV réalisé en juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : CONCEPTION DES BATIMENTS ET LOCAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.5.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, CONCEPTION DES BATIMENTS ET LOCAUX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>La partie supérieure de l'atelier comporte à concurrence d'au moins 2% de la surface de la toiture, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées et de la chaleur. Des éléments à commande automatique et manuelle ont une surface calculée en fonction des produits ou matières entreposés et des dimensions du bâtiment (1% minimum). Les commandes des exutoires de fumées sont positionnées à proximité des sorties et sont facilement accessibles.</p>
Constats : Au niveau de la zone tampon des déchets, le dispositif d'ouverture des exutoires n'est pas facilement accessible.
<p>Observations : Constat au 14/11/2022 :</p> <p>L'inspecteur a constaté que les allées de circulation sont dégagées dans les ateliers.</p> <p>Des exutoires sont disposés sur la toiture. Le dispositif d'ouverture des exutoires (manuel ou par tirette) au niveau de la zone tampon des déchets est disposé près d'une sortie mais n'est pas facilement accessible (des objets divers encombrent cette zone, dont des plaques de verre).</p> <p>Le rapport de contrôle des 15 exutoires du site (dont 7 au niveau des zones de fabrication) indique que ces appareils sont en bon état de marche (contrôle réalisé par IDEA Centre et Ouest le 19/04/2022).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 3.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Installation/Nature des rejets/Traitements Unité de dégraissage au Chlorure de méthylène/chlorure de méthylène /Traitement sur charbon actif avec récupération du dichlorométhane Unité de vernissage-dévernissage / COV Traitement de surface /Composés acides ou chimique basiques</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 14/11/2022 : Il n'y a plus d'unité de dégraissage au chlorure de méthylène.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : UNITE DE VERNISSAGE / DEVERNISSAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, UNITE DE VERNISSAGE / DEVERNISSAGE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'application de vernis est effectuée au trempé dans un bac contenant moins de 10 litres de produits. Le dévernissage manuel est effectué avec de l'acétone ou un solvant chloré et le dévernissage automatique est réalisé avec du chlorure de méthylène.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat au 14/11/2022 : Le chlorure de méthylène n'est plus utilisé sur le site, le PGS n'en fait pas mention. L'activité de dévernissage automatique n'est plus exercée sur le site. A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a soulevé le couvercle d'un bac de dévernissage pour estimer la quantité de produit présente, moins d'un quart de la hauteur du bac contient du produit. L'exploitant ne sait pas quelle quantité était présente, tout en précisant que celle-ci est limitée au maximum car le bain de dévernissage se charge vite en vernis. Ce point n'a pas été vérifié pour le vernissage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Valeurs limites d'émission (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (COV)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Si la consommation de solvants est supérieure à 2 tonnes par an, les dispositions sont les suivantes : La valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organiques volatils à l'exclusion du méthane est de 75 mg/m. Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 15 % si la consommation de solvants est supérieure à 10 tonnes par an. II. Si la consommation de solvants à phrase de risque R. 45, R. 46, R. 48, R. 60, R. 61 ou halogénés étiquetés R. 40 est supérieure à 1 tonne par an, les dispositions sont les suivantes : La valeur limite de la concentration globale des solvants à phrase de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, R. 61, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 2 mg/m3. La valeur limite de la concentration globale des solvants halogénés étiquetés R. 40 ou R. 68, exprimée en masse de la somme des différents composés, est de 20 mg/m3. Le flux annuel des émissions diffuses de ces solvants ne doit en outre pas dépasser 15 % de la quantité de solvants utilisée ; ce taux est ramené à 10 % si la consommation de solvants est supérieure à 5 tonnes par an. [...] En cas de mélange de composés à la fois visé et non visé par l'annexe II, la valeur limite de 20 mg/Nm3 ne s'impose qu'aux composés visé par l'annexe II et une valeur de 110 mg/Nm3 exprimé en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.
Constats : L'exploitant calculera la proportion émissions diffuses/émissions totale suite aux corrections apportées dans le PGS de l'année 2021.
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'inspecteur a consulté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques relatifs aux COVT réalisé par DEKRA, pour un contrôle réalisé 07/06/2022 au 13/06/2022 (référence N°D85476832201R001). Ce rapport indique que les installations contrôlées ont été : - Atelier surfex - Dégraissage finition - Dégraissage finition conduit coté vernissage - Hotte de vernissage préparation - Rejet poste de préparation conduit de droite Le "Rejet poste de préparation conduit de gauche" n'a pas été contrôlé, le rapport indique : "Pas de production durant les jours d'intervention." Les rejets sont - conformes pour le rejet "poste de préparation conduit de droite" (Les 3 essais et la valeur moyenne des 3 : 44,4 mg/Nm3) - conformes pour le rejet "Hotte de vernissage préparation" sur la valeur moyenne (109 mg/Nm3) mais dépassent la valeur limite sur l'essai 1 (135 mg/Nm3) et sur l'essai 2 (163 mg/Nm3), - conformes pour le rejet "Dégraissage finition" (Les 3 essais et la valeur moyenne des 3 : 14 mg/Nm3), - conformes pour le rejet "Dégraissage finition conduit coté vernissage" (Les 3 essais et la valeur moyenne des 3 : 34,7 mg/Nm3), - conformes pour le rejet "Atelier surfex" (Les 3 essais et la valeur moyenne des 3 : 35,7 mg/Nm3).

Aucune substance de l'annexe II n'est utilisée sur le site, ni de substances à phrase de risques R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, R. 61 (H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR) ou halogénés de mentions de danger H341 ou H351).

La proportion émissions diffuses/émissions totale ne peut être déterminée car il y a une erreur dans le PGS.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Valeurs limites d'émission (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (COV)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>III. En cas d'utilisation de substances visées à l'annexe II du présent arrêté, les valeurs limites sont les suivantes :</p> <p>Si le flux horaire total, émis sous forme canalisée ou diffuse, des composés organiques visés à l'annexe II dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission est de 20 mg/m³ en COV. Cette valeur limite s'applique à chaque rejet canalisé et à la somme massique des différents composés.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe II, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe II et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p> <p>IV. En cas d'utilisation de substances à phrase de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60, où R.61 et des composés halogénés présentant la phrase de risque R. 40 ou R. 68, telle que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 relatif à la déclaration, la classification et l'étiquetage des substances dangereuses, les valeurs sont les suivantes :</p> <p>Les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles sont apposées, les phrases de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60 ou R. 61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives.</p> <p>Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission est de 2 mg/m³ en COV, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation, émis sous forme canalisée et diffuse, est supérieur ou égal à 10 g/h. Cette valeur limite s'applique à chaque rejet canalisé et à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés étiquetés R. 40 ou R. 68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m³ est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation, émis sous forme canalisée et diffuse, est supérieur ou égal à 100 g/h. Cette valeur limite s'applique à chaque rejet canalisé et à la somme massique des différents composés.</p> <p>V. Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV</p> <p>Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies à l'article 4.4.1.1.2 — ci-dessus, ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.</p> <p>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émission canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</p> <p>Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.</p> <p>Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances visées aux paragraphes III et IV ci-dessus peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. La consommation résiduelle des substances visées aux paragraphes III et IV reste néanmoins soumise au respect des valeurs limites spécifiques prévues aux paragraphes III et IV.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.

Observations : Constat le 14/11/2022 : les substances visées ne sont pas utilisées sur le site. L'exploitant ne met pas en place de SME.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque la consommation de solvant de l'installation est supérieure à 1 tonne par an, l'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvants (factures, nom des fournisseurs....).
Constats : Il y a des anomalies dans le PGS établi pour l'année 2021.
Observations : Constat au 14/11/2022 : L'exploitant a présenté le PGS établi pour l'année 2021. Pour ce qui est des entrées (terme I1), le PGS liste l'ensemble des substances utilisées et émises, les solvants contenus, les mentions de dangers afférentes à chaque substance, la proportion de solvants, la variation des stocks ce qui permet de calculer la consommation de produits solvantés et donc la consommation de solvants. A noter qu'il y a une commande unique et un stockage unique pour les deux sites ASAHI de Chartres pour l'acétone, ce qui surévalue la consommation d'acétone : il n'est pas possible de discriminer ce qui est réellement consommé sur le site de la rue Henri Poillot (site U2). Les formules de calcul sont correctes (par sondage). I1 (acheté) : 1915,33 kg I2 (recyclé) : 0 kg. Pour ce qui est des sorties : O1 (flux canalisé) : 1310,2 kg. Les flux sont calculés à partir des résultats des contrôles, le calcul est correct par sondage. O2 (flux contenu dans les rejets aqueux) : 0 kg O3 (flux dans les produits) : 0 kg O4 (émission fugitive) : 0 kg O5 (détruit par réaction) : 0 kg O6 (flux dans les déchets) : 552 kg O7 (flux vendu) : 398,84 kg (issu du procédé surfex, utilise éthanol et propan-2-ol) O2 O3 O4 : 0 O5 : 0 O6 : 552 kg Flux vendu : O7 : 398,84 kg (4 produits finis issus du procédé surfex, contiennent de l'éthanol et du propan-2-ol). Flux récupéré (O8) : 0 kg Le PGS indique : Emissions diffuses : I1 - O1 - O6 - O7 - O8 = - 345,7 kg Emissions totales : I1 - O5 - O6 - O7 - O8 = 964,49 kg. Le ratio émissions diffuses/émissions totales étant dans le PGS de : -18%. Les formules sont correctes même s'il manque - O5 dans le calcul des émissions diffuses, ce terme est égal à 0.

Des valeurs négatives étant observées, il y a donc une anomalie dans le calcul, l'exploitant qui n'a pas fait lui-même le PGS (fait par son prédécesseur), n'a pas pu l'expliquer.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Surveillance COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2005, article 4.4.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV à l'exclusion du méthane est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> * le flux horaire maximal en COV à l'exclusion du méthane, exprimé en carbone total, dépasse : <ul style="list-style-type: none"> - 15 kg/h dans le cas général, - 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées. * le flux horaire maximal en COV à l'exclusion du méthane, visés à l'annexe II du présent arrêté, ou présentant une phrase de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60 ou R. 61, ou les composés halogénés présentant une phrase de risque R. 40 ou R. 68, dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés). <p>Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.</p> <p>Dans les autres cas, des prélèvements instantanés sont réalisés annuellement. Les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception.</p> <p>La première campagne de mesures devra être réalisée avant le 30 octobre 2005.</p> <p>Dans le cas où le flux horaire de COV visés à l'annexe II du présent arrêté ou présentant des phrases de risque R. 45, R. 46, R. 49, R. 60 ou R. 61 ou les composés halogénés étiquetés R. 40 ou R. 68 dépasse 2 kg/h sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les composés effectivement présents.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Constat le 14/11/2022 :</p> <p>Le cumul des rejets de COV est de 522 g/h (rapport de contrôle de l'année 2022).</p> <p>Il n'y a rejet ni de COV à mention de dangers précités, ni de substances de l'annexe II.</p> <p>Par conséquent, les prescriptions ci-dessus référencées ne sont pas applicables aux installations.</p> <p>Le PGS de 2021 mentionne des résultats de contrôle de COV.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : [GEREP]-Déclaration déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. <p>[...]</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée »; – la quantité par nature du déchet ; – le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; – le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Constat le 14/11/2022 : Ces éléments sont renseignés dans la déclaration GERP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : [GEREP]-Site internet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Site internet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère « en charge des installations classées » prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement. Ce service peut demander à l'exploitant de modifier, compléter ou justifier tout élément de sa déclaration. Ces modifications, compléments ou justifications sont transmis dans un format identique à celui de la déclaration initiale.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a transmis la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets sur le site internet dédié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : [GEREP]-Délai de déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Délai de déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1. Pour les installations classées relevant du système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, la date ci-dessus est remplacée par celle fixée par l'article R. 229-20 du code de l'environnement. »
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a transmis sa déclaration GEREPE le 2/2/2022, dans les délais impartis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet